



Non à l'initiative SSR !

L'association des radios et médias audio indépendants UNIKOM rejette l'initiative visant à réduire la redevance. Non seulement cette initiative vise à réduire massivement l'offre de la SSR, mais elle affaiblit aussi durablement et irrévocablement l'ensemble du système médiatique suisse.

Le débat autour de l'initiative SSR se concentre trop souvent sur des formats ou des contenus de programmes individuels. Cette critique est fondamentalement légitime, car le mandat de la SSR exige la diversité des opinions, la mise en contexte et la pertinence journalistique. C'est précisément pour cette raison que les programmes peuvent et doivent être remis en question de manière critique – et ne doivent pas plaire à tout le monde. Cependant, cela devient problématique lorsque la critique ou les goûts personnels à l'égard de certaines émissions sont extrapolés à l'ensemble du service public.

Ceux qui s'attendent à un concert à la demande n'ont pas compris le service public

Une comparaison avec les transports publics illustre bien ce point : ceux qui n'aiment pas le café servi dans la voiture-restaurant ne remettent pas pour autant en question l'existence des chemins de fer, des horaires cadencés et du réseau ferroviaire. Le mandat de prestations des CFF est évalué à l'aune du bon fonctionnement de l'ensemble du système, et non à celle de menus individuels.

Il en va de même pour la SSR. Certains formats peuvent et doivent être discutés. Cependant, l'initiative SSR détermine si l'ensemble du système – fourniture d'informations, classification, diversité des opinions et infrastructure médiatique – continuera à fonctionner de manière fiable. Réduire le débat aux programmes passe donc à côté de l'essentiel.

La SSR est l'épine dorsale du système médiatique

La SSR n'est pas un prestataire parmi d'autres, mais le garant d'un service public médiatique défini par la loi, qui combine des fonctions journalistiques, infrastructurelles et systémiques. Cela comprend des offres d'information couvrant l'ensemble du territoire dans toutes les régions linguistiques, une couverture continue de l'actualité et des reportages de fond, une classification politique, des offres culturelles et éducatives, des productions propres provenant de toutes les régions du pays ainsi que des offres d'information internationales. Ces prestations sont permanentes, indépendantes sur le plan rédactionnel et axées sur la formation démocratique de l'opinion, la cohésion sociale et l'ancrage régional. Elles comblent des lacunes thématiques et géographiques là où les offres économiques atteignent leurs limites structurelles.

En outre, la SSR fournit des prestations systémiques et infrastructurelles dont bénéficie l'ensemble du secteur des médias et de la communication. Il s'agit notamment du soutien à

l'Office fédéral des routes OFROU pour la couverture des tunnels, de la coordination des services de sécurité et d'urgence pour l'Office fédéral de la protection de la population OFPP et le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports DDPS, de la coordination internationale des fréquences, des tests et mesures techniques, ainsi que du développement du marché en collaboration avec le commerce d'appareils et le secteur automobile. Ces prestations constituent un cadre réglementaire central pour le secteur. Elles exigent une taille critique, une stabilité institutionnelle et une responsabilité à long terme et ne peuvent être organisées de manière fragmentée ou purement axée sur le marché.

Une réduction de moitié déstabiliserait le système

Une réduction de la redevance à 200 francs et la suppression de la redevance pour les entreprises entraîneraient une défaillance structurelle de l'organe. Outre des réductions directes au niveau de la rédaction et de la production, les recettes publicitaires diminueraient également, car la portée, la qualité des programmes et l'étendue de l'offre seraient réduites. Il en résulterait un effet amplificateur négatif : la baisse de la qualité entraînerait une diminution de l'utilisation, qui à son tour entraînerait une nouvelle perte de recettes publicitaires. Dans le même temps, il est prévisible que les plateformes technologiques mondiales absorberont à l'avenir une part encore plus importante des recettes publicitaires, sans qu'il existe à ce jour de contre-mesures politiques efficaces. Au final, la SSR disposerait de nettement moins de 200 francs par ménage.

Du service public au fast-food médiatique

À l'heure actuelle, on ne sait pas exactement à quoi ressemblerait l'offre de la SSR après l'acceptation de l'initiative. Il est toutefois certain que les services d'information, les programmes spécialisés et les contenus produits en interne – notamment dans le domaine du cinéma et du documentaire – devraient être fortement réduits. Les régions linguistiques en dehors de la Suisse alémanique seraient touchées de manière disproportionnée, car leur autofinancement est moindre. La SSR serait contrainte de simplifier considérablement son offre et de se limiter à des contenus peu coûteux et formatés.

Pour caricaturer, la programmation prendrait des allures d'offre médiatique de type fast-food : rapide, peu coûteuse à produire, facile à consommer, mais avec une valeur nutritive limitée, un classement insuffisant, peu de vérification des faits et peu de contributions propres. Une telle perte de niveau supprimerait le caractère de service public et transformerait la SSR en un média low cost, incapable de remplir sa mission démocratique et médiatique.

Les médias privés ne sont pas une solution de remplacement, mais un risque

Croire que les prestataires privés pourraient combler cette lacune relève du vœu pieux. La profondeur journalistique, la responsabilité systémique et l'infrastructure ne peuvent être financées par les clics et la publicité, surtout pas sur un marché vidé de sa substance par les plateformes mondiales.

La question n'est pas le prix, mais ce qui fonctionnera encore à la fin.